

**SOCIAL** Mobilisation

# Ils veulent porter la convergence de l'écologie et du social

*Décliné sur le plan local, le pacte "Pouvoir de vivre" présente des propositions pour concilier justice sociale et transition énergétique.*

**C**ela n'a échappé à personne : la course aux municipales est lancée. L'initiative nationale voulue par dix-neuf organisations environnementales, de solidarité et d'éducation, de mutuelles et

syndicats, profite - sans le vouloir - de cette formidable caisse de résonance pour porter à la connaissance des citoyens leurs propositions concrètes visant à concilier la recherche d'une plus grande justice sociale et le respect

des engagements nécessaires à la transition écologique.

À Pontarlier, des syndicats et des personnes de la société civile ont répondu à l'appel pour le décliner au local : *"L'objectif de cette démarche est d'interpeller les citoyens, de proposer ensuite"* témoigne Robert Hugot, retraité et syndicaliste C.F.D.T. *"Le Pacte pouvoir de vivre, c'est la réunion de personnes engagées d'horizons différentes qui ont décidé de travailler ensemble depuis mars 2019. C'est une première"* ajoutent Marie-Odile Vallet (C.F.D.T.) et Patrick Colle, président du Ciné-club Jacques Becker de Pontarlier.

Son ciné-club accueille la première conférence-débat avec la projection du film *"Promised Land"* de Gus Van Sant mardi 14 janvier (18 h 30) au théâtre Bernard-Blier. Ce film évoque les promesses faites aux paysans américains de s'enrichir en louant leurs terres à des compagnies pétrolières pour extraire du gaz de schiste. La suite est connue : les terres deviendront inexploitable, l'eau étant polluée. Ce film pose les jalons des futurs

débats : *"J'agis en tant que citoyenne et représentante syndicale. Nous sommes de plus en plus interpellés sur les questions environnementales"* convient Béatrice Schuh-Neff. *"Dans le Haut-Doubs, c'est le tout-bagnole qui prime avec une absence concrète de projets transfrontaliers, déplore Robert Hugot. Il faut proposer des alternatives."*

Parmi les grandes lignes du projet "Pacte pouvoir de vivre", des pistes pour "mieux vivre au quotidien" avec une évolution automatique des grilles salariales en fonction de l'augmentation du S.M.I.C., ou encore la généralisation des

repas bio dans les établissements publics et privés. Une économie plus juste et solidaire avec la fin de l'exonération de taxe carbone pour le transport aérien et maritime, le transport routier de marchandises, ou encore l'instauration du remboursement employeur pour les frais de covoiturage ou de vélo liés aux trajets domicile-travail, le partage du pouvoir avec des citoyens qui seraient inclus dans le Conseil économique et social.

Autant de points qui seront présentés et débattus à Pontarlier le 14 janvier, mais aussi le lundi 10 février avec une conférence-débat sur le thème de l'alimentation, l'agriculture et l'eau (salle Morand), puis lundi 9 mars sur l'énergie et la mobilité Renseignements au 06 41 75 33 92 ou 06 52 98 21 04. ■



De gauche à droite, Béatrice Schuh-Neff, Patrick Colle, Marie-Odile Vallet et Robert Hugot.